



Avec 25% de manifestants de plus que le 29 janvier, la journée de mobilisation du 19 mars a été une réussite dont l'ampleur n'a été contestée par personne. Les salariés des entreprises du secteur privé, traditionnellement moins enclins à descendre dans la rue, sont venus en masse grossir les rangs des manifestants. Avec l'ensemble des organisations syndicales, c'est près de 3 millions de salariés qui ont exprimé leur mécontentement et réclamé une véritable prise en charge sociale des conséquences de la crise économique.

La réaction des décideurs gouvernementaux et patronaux au soir de ce mouvement de protestations démontre, on ne peut plus clairement, qu'ils n'ont rien compris à la profondeur du malaise qui s'instaure dans notre société.

A commencer par le Premier ministre, qui, « droit dans ses bottes », affirme qu'il entend que la majorité de salariés qui ne manifestent pas et déclare que tout ce qu'il était possible de faire en matière sociale a été entrepris.

Dans le même temps les provocations répétées de la présidente du Medef, se refusant à ouvrir la moindre négociation avec les organisations syndicales et son affirmation de n'avoir ni les moyens, ni le désir, de contraindre les patrons des grandes entreprises à renoncer à leurs bonus ou à leurs stock-options dans cette période de crise sont inacceptables.

C'est pourtant d'un dialogue social responsable et de plus de justice sociale dont nous avons besoin pour passer cette crise. Les propositions que la **CFDT** avance sur la suspension de certaines dispositions de la loi Tépà, du bouclier fiscal au profit de l'augmentation du fonds d'investissement social, ont pour objectif de remettre plus d'équité dans notre société.

Il est grand temps pour les décideurs de prendre leurs responsabilités et d'apporter des réponses à la hauteur des attentes des salariés.

Le mouvement du 19 mars n'a pas suffi à faire aboutir les revendications. Le patronat et le gouvernement n'ont pas pris la mesure du mécontentement social de plus en plus grandissant chez les salariés et du risque de radicalisation qui se fait jour et auquel leur jusqu'au boutisme risque de nous conduire.

Pour continuer de peser sur le gouvernement et le patronat, après les mobilisations d'ampleur du 29 janvier et du 19 mars, le 1er mai 2009 revêt, cette année, un caractère exceptionnel par l'appel unitaire de huit organisations syndicales à manifester.

Ce jour-là doit être l'occasion d'une nouvelle forte mobilisation des salariés en France, en Europe et dans le monde qui sont durement touchés par cette crise internationale.



LES MANIFESTATIONS DU 1^{ER} MAI EN SAONE ET LOIRE

MACON

10 heures

Place Geneves

CHALON-sur-SAONE

10 heures

Maison des syndicats

LOUHANS

10 heures

Place Aristide Briand
(Devant la poste)

LE CREUSOT

10 heures

Devant l'ALTO

MONTCEAU-les-MINES

10 heures

Place de la Gare

PARAY LE MONIAL

10 heures

Place de l'Europe
(Grand Charollais)

AUTUN

10 heures

Départ place de la Gare